Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-126** **19/02/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 12

Objet : Appel de candidatures : 12 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (ADECIA) :

1 poste d'ingénierie de projet (F/H) (catégorie A/A+) à PARIS (75)

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de responsable qualité et métrologie en laboratoire (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à Lyon (69).

Agence de services et de paiement (ASP) :

1 poste de chargé(e) de mission à la Direction des Interventions Régionales, de l'Emploi et des Politiques Sociales (DIREPS) - service du développement et de la relation client (Catégorie A) à LIMOGES (87).

1 poste de chef(fe) de service "budget et finances" à la Direction Financière Juridique et Logistique (DFJL) (Catégorie A) à LIMOGES (87).

1 poste de chef(fe) de service de gestion des aides (Catégorie A) à DIJON (21).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef(fe) du service des aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation (catégorie : A) à Montreuil (93).

1 poste de chef(fe) de l'unité "bases d'information pêche" (catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de chef(fe) de la mission filières (catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de chef(fe) du pôle appui aux filières (catégorie A) à DIJON (21).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste d'ingénieur(e) chargé(e) d'études pour le plan d'actions Hamster (catégorie A) à GERSTHEIM (67).

Parc National du Mercantour :

1 poste de chargé(e) de mission évaluation environnementale, polices administrative et judiciaire (catégorie A) à NICE (06).

1 poste de chef(fe) connaissance et gestion du patrimoine (catégorie A/A+) à NICE (06).

Le sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Michel GOMEZ

Agence pour le développement de la coopération internationale
dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux
Assistance Technique France

Chargé(e) de mission, fonctionnaire catégorie A/A+
- mise à disposition –

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (ADECIA)
Groupement d'Intérêt Public

Ingénierie de projet
Durée de trois ans renouvelable – poste à pourvoir rapidement

Le Groupement d'Intérêt Public ADECIA a été créé en juillet 2007 avec l'ambition de **faire travailler ensemble** tous les acteurs publics du monde agricole qui interviennent sur les questions internationales et de **mobiliser et valoriser l'expertise française** à l'international.

Les axes de travail identifiés comme prioritaires par l'ensemble de ses partenaires sont les suivants :

- Etablir et favoriser des synergies entre les acteurs publics.
- Promouvoir l'expertise française à caractère institutionnel.
- Assurer une mission d'ingénierie de projet, notamment par une mobilisation accrue des fonds de coopération disponibles au sein des grandes organisations multilatérales, en particulier les jumelages de la Commission européenne (instrument de pré-adhésion et politique européenne de voisinage).
- Gérer des actions d'influence du MAAF.
- Assurer la gestion administrative et financière des projets et des programmes.

Nature de l'activité :
- Ingénierie de projets : veille, actions de coopération bilatérale du Ministère en charge de l'Agriculture ; projets de coopération et d'assistance technique à caractère institutionnel (jumelages de la Commission européenne, programme TAIEX - Technical Assistance and Information Exchange Instrument, projets d'assistance technique sur fonds bilatéraux et multilatéraux).
- Identification et mobilisation d'experts au sein des organisations membres et membres associés de l'ADECIA.
- Contribution à la communication sur l'expertise française, notamment via internet.

Compétences souhaitées :
- Expérience dans le domaine international et/ou dans le montage de projet.
- Dynamisme, réactivité ; capacité à travailler dans des délais très courts ; capacités rédactionnelles.
- Capacités relationnelles et goût pour les contacts tant nationaux qu'internationaux ; goût pour le travail en équipe (5 personnes).
- Maîtrise de l'anglais écrit et parlé.
- Une expérience dans les secteurs des politiques agricoles, de la santé des plantes, de la recherche ou des filières agricoles, au niveau central ou déconcentré serait appréciée.

Localisation : Paris (19 avenue du Maine, 75015 Paris)

Personnes à contacter :
- Sophie Villers, Présidente du GIP Adecia - Tél. : 01.49.55.56.60 sophie.villers@agriculture.gouv.fr
- Monique Tran, Directrice d'ADECIA - Tél. : 01.49.55.54.17 monique.tran@agriculture.gouv.fr
- Anne Gautier, Chef du bureau des relations bilatérales/DGPAAT - Tél. : 01.49.55.45.64 anne.gautier@agriculture.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser leur candidature **avant le 5 mars 2014** par voie électronique (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation avec les trois dernières fiches de notation) à l'attention de : Sophie Villers, Présidente du GIP Adecia, sophie.villers@agriculture.gouv.fr.

Date : 11/02/2014

Poste à pourvoir	**Responsable qualité et métrologie en laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 30 septembre 2014**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Avril 2014**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Anses – Laboratoire de Lyon

Missions / contexte

Le laboratoire de Lyon fait partie des laboratoires de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Il conduit, en son sein, des activités d'expertise scientifique et technique et de recherche liées à l'évaluation des risques sanitaires associés aux animaux (filières animaux de rente, animaux de compagnie) et à l'utilisation des produits phytosanitaires.
Il est Laboratoire National de Référence (LNR) pour trois maladies, les encéphalopathies spongiformes des ruminants (Encéphalopathie Spongiforme Bovine (ESB) et tremblante des petits ruminants) et la Fièvre de la Vallée du Rift (FVR). Il est également laboratoire de référence OIE pour la Péripneumonie Contagieuse Bovine (PPCB). Il participe au laboratoire de référence OIE pour la FVR et pour la Fièvre Hémorragique Crimée Congo (CCHF) ainsi qu'au LNR Résistance antimicrobienne.
Dans le cadre de ses missions de LNR, l'Anses – laboratoire de Lyon est accrédité Cofrac selon la norme NF EN ISO/CEI 17025.
L'Anses – laboratoire de Lyon a un effectif d'environ 70 personnes.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur laboratoire de Lyon, le responsable qualité et métrologie est en charge de la conception, de la réalisation et de la mise en œuvre du système de management de la qualité pour le laboratoire selon les axes définis dans la déclaration de politique qualité du directeur général de l'Anses et de celle du directeur de l'Anses - laboratoire de Lyon.

Activités

- Maintenir l'accréditation NF EN ISO/CEI 17025 pour les activités d'analyses de diagnostic et de typage des EST chez les bovins, ovins et caprins (programme Cofrac n°167) et d'antibiogrammes (programme Cofrac n°116)
- Finaliser la mise en place du système qualité en vue de l'accréditation des activités de sérodiagnostic FVR (Guide Cofrac LAB GTA 27).
- Mettre en œuvre le système de management de la qualité du laboratoire en fonction des objectifs fixés lors de la revue de direction et le développer dans le cadre du dispositif d'amélioration continue (traitement des anomalies constatées, dérogations et réclamations, exploitation des indicateurs qualité, etc.).
- Assurer la sensibilisation, l'information et la formation à la qualité des différents personnels du laboratoire.
- Organiser et animer les réunions qualité.
- Apporter conseil et expertise en qualité et métrologie auprès du directeur, des chefs d'unité et de service.
- Animer le réseau des correspondants qualité.
- Organiser et réaliser des audits qualité internes.
- Gérer la fonction métrologie du laboratoire.
- Gérer la documentation qualité du laboratoire à l'aide de l'outil de gestion électronique des documents.
- Assurer l'encadrement de la secrétaire qualité.
- Assurer la liaison avec le Cofrac ainsi qu'avec la délégation à la qualité de l'Anses.
- Participer à la mise en place du management des risques en matière de sécurité et de sureté biologiques.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes souhaité : Bac + 5 en qualité

Expériences :

Une expérience similaire dans un laboratoire d'analyses de biologie accrédité est exigée.
Une expérience en métrologie et en management du risque sécurité et sûreté biologique serait appréciée.

Compétences :

- Maîtrise impérative des référentiels qualité et métrologie de laboratoire d'essai (NF EN ISO/CEI 17025, ISO 10012, LAB REF 02, etc.).
- Connaissance fortement souhaitée de la réglementation sur les microorganismes et toxines (MOT).
- Capacités de mobilisation d'équipe, d'autonomie, d'initiative et de persévérance.
- Aptitudes à l'organisation, à la rédaction et à l'analyse.
- Intérêt pour le travail interactif.
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28/02/2014

Renseignements sur le poste : Pauline MARTIN (pauline.martin@anses.fr + 04.78.69.68.27.)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-023 à :
(pauline.martin@anses.fr et recrutement@anses.fr)

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

ASP/Agence de services et de paiement - 2, rue du Maupas – 87040 Limoges cedex 1

Direction des interventions régionales, de l'emploi et des politiques sociales (DIREPS) - Service du Développement et de la Relation Client

Chargé de mission (H/F)

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : F3873

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : 3.5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Agence de services et de paiement (ASP) intervient notamment dans le domaine de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle pour le compte des donneurs d'ordre nationaux et régionaux. L'ASP s'est engagée dans un processus de modernisation de son patrimoine informatique qui a permis le développement d'un nouvel outil de gestion, de contrôle et de paiement des dossiers de rémunération des stagiaires. Le déploiement de cet outil auprès de l'ensemble des donneurs d'ordre, des organismes de formation et des délégations régionales de l'ASP nécessite un accompagnement personnalisé. Le ou la titulaire du poste sera chargé(e) du déploiement de cet outil et placé(e) sous la responsabilité du directeur de la Direction des Interventions Régionales, de l'Emploi et des Politiques Sociales (DIREPS).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le ou la titulaire du poste sera chargé(e) de la définition de la stratégie de déploiement, de la communication autour du projet ainsi que le suivi du déploiement dans ses différentes phases opérationnelles, amont et aval à une mise en production.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Définir les tâches opérationnelles liées à un déploiement dans ses phases amont et aval et en assurer le suivi.
- Définir la stratégie de déploiement.
- Animer le réseau des délégations régionales et la conduite du changement.
- Mener des actions de communication et de promotion de l'outil.
- Accompagner les délégations régionales dans leurs relations avec les conseils régionaux.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le ou la titulaire du poste sera en relation avec les autres services de la DIREPS, les directions du siège de l'établissement, les délégations régionales, les conseils régionaux et certains ministères.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la réglementation relative à la formation professionnelle.
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques.
- Connaissance du fonctionnement des collectivités locales.
- Gestion de projet.</td><td>- Qualités relationnelles.
- Capacité de négociation.
- Qualités rédactionnelles.
- Capacité d'analyse.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Nathalie Hébert, Directrice Adjointe DIREPS
nathalie.hebert@asp-public.fr
Fadila KHIER, DRH/SEEC Conseillère emploi-formation - Tél. : 05.55.12.00.45
fadila.khier@asp-public.fr
Thierry Douville, DRH/SEEC Chef de service adjoint - Tél. : 05.55.12.00.72
Thierry.douville@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de paiement – 2, rue du Maupas 87040 Limoges cedex 1

Secrétariat Général - Direction Financière Juridique et Logistique (DFJL)

Chef(fe) de service « Budget et Finances »

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : F3835
catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : 5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Au sein de la DFJL, le service « Budget et Finances » coordonne l'ensemble de l'activité financière de l'établissement (dialogue de gestion, élaboration du budget initial et des budgets rectificatifs, compte-rendu d'exécution budgétaire et analytique), ordonnance les dépenses et la majorité des recettes de l'ASP et anime le réseau de gestionnaires.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Encadrer une équipe de 8 agents répartis dans 2 secteurs ainsi qu'un chargé de mission afin de mener à bien et dans le calendrier imparti, notamment :
- La préparation des budgets de l'ASP (initial, rectificatifs, triennal).
- Le suivi et l'analyse des résultats (compte-rendu annuel d'exécution).
- L'attribution et le suivi des moyens délégués.
- Le pilotage des opérations pluriannuelles d'investissement.
- Le traitement des déclarations fiscales (TVA, IS, C3S).
- La mise à jour du guide des procédures budgétaires et comptables.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Encadrer les agents, organiser, coordonner et planifier leurs travaux.
- Prendre en charge des missions d'analyse et d'expertise.
- Assister le Directeur dans la présentation des budgets aux ministères.
- Allouer les ressources aux gestionnaires (arbitrages et répartitions).
- Assurer le suivi de la programmation et piloter l'exécution budgétaire.
- Apporter son expertise en matière d'ingénierie financière et fiscale.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : Direction générale, agence comptable, directions métiers et services gestionnaires (directions et délégations régionales).
En externe : Ministères de tutelle (MAAF, MTEFPDS, Budget).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Maîtrise des processus budgétaires et comptables.
- Maîtrise des techniques de contrôle de gestion et d'analyse financière.
- Bonne connaissance des logiciels bureautiques (Excel, Word, Business Object, Access,…) et si possible des progiciels spécifiques (SIREPA, GEIDE, GESCO, GESCA, RTCC,…).</td><td>- Capacité à déléguer et à diriger une équipe.
- Sens de l'organisation et de la hiérarchisation des tâches.
- Aptitude à la négociation.
- Autonomie, rigueur, esprit d'analyse et de synthèse.
- Capacité à mobiliser et à traiter les informations.
- Grande disponibilité à certaines périodes.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Yves LEFEBVRE - DFJL - Tél. : 05.55.12.03.72
yves.lefebvre@asp-public.fr
Fadila KHIER DRH/SEEC Conseillère emploi mobilité carrière
fadila.khier@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement – Délégation régional Bourgogne
18 A bd Winston Churchill – BP 17039 – 21070 DIJON Cedex

Chef de service de gestion des aides (H/F)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : F3863
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant à compter de décembre 2014</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le poste proposé est placé sous la responsabilité directe du délégué régional.
Le chef de service organise et planifie le traitement de l'activité en lien avec les responsables des différents secteurs d'activité.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le chef de service assure l'organisation des équipes, la planification et le suivi opérationnel de l'ensemble des activités dont il a la responsabilité dans les secteurs d'activité de l'agriculture et du développement rural, de la formation professionnelle, de l'emploi et de la gestion durable, des conventions ou marchés passés avec les services de l'Etat ou les collectivités locales</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Assure l'organisation du service et des secteurs d'activité.
- Assure le pilotage de l'activité au moyen de tableaux de bord locaux et/ou mis en place par les services centraux de l'ASP.
- S'assure auprès des chargés d'action de la bonne application des procédures.
- Participe aux actions de contrôle interne et externes.
- Rend compte de son activité au moyen de bilans, d'analyses et de notes de synthèse.
- Organise la prise en charge d'activités nouvelles.
- Elabore les conventions passées avec les donneurs d'ordre et partenaires locaux.
- Contribue au suivi budgétaire et évalue les besoins nécessaires lors de la définition du budget et des décisions modificatives.
- Participe au recrutement de personnels.
- Réalise les entretiens professionnels et participe au suivi des carrières.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations internes : est l'interlocuteur privilégié de services centraux du siège et des délégations régionales pour les actions le concernant.
Relations externes : assure les relations avec les partenaires locaux (Services déconcentrés de l'Etat, Collectivités locales…) et représente l'ASP dans les réunions externes pour les domaines le concernant.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des règlementations relatives aux fonctions exercées ; des techniques et outils mis en œuvre ; de l'environnement administratif et professionnel.
- Maîtrise des techniques de communication orale et écrite ; des techniques de management ; des outils de reporting, des tableaux de bord.</td><td>- Rigueur, méthode et organisation.
- Forte aptitude au management.
- Aptitude à rendre compte.
- Aptitude à la négociation.
- Capacités rédactionnelles.
- Aisance relationnelle.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Hervé DANNOUX - Délégué régional - Tél. : 03.80.72.61.73
herve.dannoux@asp-public.fr
Myriam GASNIER, Conseillère carrières DRH/SEEC - Tél. : 05.55.12.00.36
myriam.gasnier@asp-public.fr
Thierry Douville DRH/SEEC Chef de service adjoint - Tél. : 05.55.12.00.72
Thierry.douville@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Interventions/Aides Nationales, appui aux entreprises et à l'innovation

Chef(fe) du service des Aides Nationales, appui aux entreprises et à l'innovation

N° Appel à candidature : 140243
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR :** 5 si attaché d'administration
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public, a pour mission en liaison avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt de gérer les aides publiques nationales et communautaires de favoriser la concertation au suivi des filières et d'assurer la connaissance des marchés.
Objectifs du poste	Animer et piloter les unités en charge des dispositifs d'aides nationales et les services territoriaux de FranceAgriMer mis à contribution pour la mise en œuvre de ces dispositifs.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Traduire des orientations stratégiques de la direction en plans d'action et en projets opérationnels pour son service. - Gérer quotidiennement une grande variété de situations et de dossiers ainsi que des thèmes diversifiés. - Construire et utiliser un tableau de bord prévisionnel des activités du service. - Organiser et animer un réseau de compétences internes et externes. - Organiser et faire fonctionner son service dans une logique de qualité de service rendu à des bénéficiaires. - Représenter le service auprès des interlocuteurs extérieurs. - Faire coopérer efficacement les agents de son service, gérer et développer leurs compétences. - Réunir les conditions optimales à sa prise de fonction et à sa succession. - Actualiser et développer un champ d'expertise.
Champ relationnel du poste	Contacts avec : - Les différents services du siège de FranceAgriMer et ses services territoriaux. - Les services centraux du ministère, les DRAAF et des DDT, les services territoriaux de FranceAgriMer en région. - Les opérateurs demandeurs ou bénéficiaires d'aide.

	Savoirs/Connaissances :	**Savoir-faire/Maîtriser :**
Compétences liées au poste	Connaissance : - De la réglementation/ législation des secteurs à gérer. - De l'environnement professionnel. - Des filières agricoles et agroalimentaires.	Maîtrise : - Des techniques de management. - Des techniques rédactionnelles. - De l'élaboration et de l'amélioration de ces dispositifs. - Rigueur d'analyse, autonomie, confidentialité, bonne capacité d'écoute, esprit de synthèse, goût pour le travail en équipe, sens du contact. Aptitude à déléguer.
Personnes à contacter	Pierre-Yves BELLOT, Directeur des Interventions - Tél. : 01.73.30.30.13 pierre-yves.bellot.@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité Développement des RH - Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 - 93555 Montreuil cedex

Marchés études et prospectives/Bases d'information économique/Bases d'information sur la pêche

Chef(fe) de l'unité « Bases d'information pêche

N° Appel à candidature : 140244	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR :** 3.5 si attaché d'administration
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	Le poste concerne l'unité « Enquêtes et données filières » au sein du service des « Bases d'information économique » de la direction MEP. Le service, composé de quatre unités, est chargé de collecter, de traiter et de mettre à disposition, en interne et en externe, les informations fiables et pertinentes nécessaires au travail d'analyse économique des filières agricoles. L'unité est chargée d'assurer la collecte et le traitement de données quotidiennes du secteur de la pêche répondant à une obligation communautaire et par délégation de la Direction des pêches maritimes et aquatiques.	
Objectifs du poste	Animer et piloter une unité en charge : - De la collecte des données de vente des produits de la pêche issues du réseau intercriées ainsi que des ventes hors criées. - Du suivi des déclarations de capture (logbooks). - De l'organisation et de l'animation d'une cellule d'assistance aux utilisateurs des données collectées par FranceAgriMer intitulée « guichet unique ». - De la maîtrise d'ouvrage du projet de système d'information VISIOMer.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le poste recouvre les missions suivantes : - Gérer les dispositifs de collectes de données pêche. - Assurer la gestion du contrôle qualité des données reçues avec les partenaires. - Traiter les anomalies. - Organiser et gérer un « guichet unique ». - Rendre compte à la Commission européenne et à la DPMA. - Gérer des tableaux de bord de pilotage. - Piloter le réseau des partenaires avec la DPMA. - Assurer la gestion administrative des activités. - Assurer la maîtrise d'ouvrage des applications informatiques.	
Champ relationnel du poste	Contacts en interne : autres unités de MEP, service informatique, responsables de la gestion pêche à la direction des interventions, unités marchés et budget. Contacts en externe : DPMA, Halles à marée, OP, IFREMER, Affaires maritimes..	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	Connaître : - Le traitement des données. - La réglementation européenne.	Maîtriser : - Les outils bureautiques. - La communication écrite et orale. - Les systèmes d'information. - La gestion de procédures complexes. - Les outils de reporting. Savoir être : - Bon relationnel, sens de l'organisation et des priorités, capacités d'analyse et de synthèse, aptitude au travail en équipe, rigueur, méthode.
Personnes à contacter	Monique MEIZELS, Chef de Service Bases d'information économique - direction Marchés, Etudes et Prospective - Tél. : 01.73.30.22.29 monique.meizels@franceagrimer.fr Marie LECOCQ, Chef d'unité Enquêtes et données filières - Tél. : 01.73.30.23 47 marie.lecocq@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité Développement des RH - Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 - 93555 Montreuil cedex

Direction générale/Mission filières

Chef(fe) de la mission Filières

N° Appel à candidature : 140247	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR :** 5 si attaché d'administration
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public, a pour mission, en liaison avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, de gérer les aides publiques nationales et communautaires, de favoriser la concertation et le suivi des filières et d'assurer la connaissance des marchés. La concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par 9 cadres expérimentés, les délégués filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et, en particulier les présidents des conseils spécialisés, ils sont en charge de l'organisation des travaux des conseils et comités relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques des filières.
Objectifs du poste	Animer la mission composée des 9 délégués filières et de l'unité Suivi et Conseils et coordonner les travaux conduits par la mission. Porter les objectifs de l'établissement en matière d'élaboration et d'accompagnement des stratégies de filières.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Traduire les orientations stratégiques de la direction en plans d'action et en projets opérationnels pour la mission. - Faire coopérer efficacement les agents de la mission, gérer et développer leurs compétences et leur expertise. - Organiser et animer un réseau de compétences internes et externes. - Organiser et faire fonctionner son service dans une logique de qualité de service rendu à des bénéficiaires. - Représenter l'établissement auprès des interlocuteurs extérieurs. - Gérer des crises.
Champ relationnel du poste	Contacts avec : Les différents services du siège de FranceAgriMer et ses services territoriaux. Les responsables d'organisations professionnelles et, en particulier les présidents de conseils spécialisés et comités. Les services centraux du ministère, les DRAAF et les services territoriaux de FranceAgriMer en région.

	Savoirs/Connaissances :	**Savoir faire / Maîtriser :**
Compétences liées au poste	Connaissance : - Du contexte politique économique et réglementaire des politiques agricoles. - Des filières agricoles et agroalimentaires. - De l'environnement professionnel.	- Rigueur d'analyse et esprit de synthèse, autonomie, confidentialité, bonne capacité d'écoute, goût pour le travail en équipe et sens du contact. - Aptitude à déléguer.
Personnes à contacter	Eric ALLAIN, directeur général - Tél. : 01.73.30.20.50 eric.allain@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité Développement des RH - Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

FranceAgriMer

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bourgogne

4 bis rue Hoche - BP 87865 - 21078 DIJON Cedex

Chef(fe) du pôle appui aux filières

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 140245

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : sans objet</td><td>Cotation part fonction PFR : 3,5 si attaché d'administration</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant Localisation : Dijon (21)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le service régional FranceAgriMer réalise, au sein de la Draaf de Bourgogne, des missions, en matière notamment de suivi des marchés, d'analyses économiques, de gestion des aides communautaires et nationales, de certification de produits et de contrôles.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Pilotage des aides nationales (assistance technique, expérimentation, dispositif spécifique.
Animation technique et économique des filières agricoles.
Représentation du service.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Elaborer, coordonner, superviser les actions du Pôle.
- Suivre la réglementation communautaire et nationale.
- Assurer le suivi économique des filières.
- Assister aux réunions professionnelles et contribuer à l'animation des débats en tant que représentant de FranceAgriMer.
- Préparer, participer et rédiger les comptes rendu des différentes réunions.
- Assurer le secrétariat et animation du conseil de bassin viticole.
- Gérer l'ensemble des dispositifs d'aide nationale mis en œuvre par FranceAgriMer.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Ensemble des agents du service, des autres services de la Draaf (SRISE, SEFAR).

Organisations Professionnelles agricoles, réseau des chambres d'agriculture, collectivités territoriales.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :
- Maîtrise des filières animales, des grandes cultures et de la viticulture.
- Connaissance des règlementations nationales et communautaires.
- Connaissance en économie générale et agricole.
- Connaissance des enjeux et des positions des acteurs des filières concernées.</td><td>Savoir-faire :
- Maîtrise des techniques de communication orale et écrite.
- Maîtrise des outils bureautiques (SIVAL NL, COM,).
- Expérience en matière de gestion d'aides.
- Expérience en matière de gestion financière.
- Capacité à rendre compte à sa hiérarchie.</td></tr>
<tr><td>Conditions Particulières d'exercice</td><td colspan="2">Déplacements (région et Montreuil)</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Jean-Roch GAILLET – Draaf de Bourgogne - Tél. : 03.80.39.30.01
Jean-roch.gaillet@agriculture.gouv.fr
M. François CASTANIE – Chef du Service FranceAgriMer - Tél. : 03.80.39.31.81
francois.castanie@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

ONCFS **14.02.2014**
Avis n° 14-46

POSTE A POURVOIR EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE
du 3 mars 2014 au 28 novembre 2014
(Possibilité de reconduction)

Catégorie	Filière technique Personnel de conception et d'encadrement (catégorie A – Ingénieur des Travaux)
Fonction	Ingénieur chargé d'études pour le Plan d'actions Hamster
Affectation	DIR Nord-Est – Cellule Technique – Mission Hamster
Résidence administrative	Implantation de l'ONCFS à Gerstheim (67150)

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office emploie 1 600 agents ; il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

La Délégation interrégionale Nord-Est de l'ONCFS(cellule technique et service départementaux) est spécifiquement chargée de mettre en œuvre certaines des actions prévues dans le cadre du PNA Hamster (suivi des populations, renforcements, analyses agro-environnementales, suivi des élevages, appui au pilotage et aide à la décision), avec l'expertise scientifique de la Direction des études et de la recherche (DER) de l'ONCFS.

Description du poste

En appui et sous l'autorité du Chargé de mission Hamster à la Délégation Interrégionale Nord-Est de l'ONCFS, l'agent contribue à la mise en œuvre des actions du Plan national d'actions sous pilotage de l'ONCFS (renforcement et suivi des populations, restauration et protection des habitats). Il apporte son concours technique et scientifique à la mise en œuvre du programme LIFE+ ALISTER piloté par le chargé de projet LIFE à l'ONCFS (expérimentation de pratiques agricoles innovantes). Il travaille en collaboration avec la Déléguée interrégionale, la DER de l'ONCFS et la mission Hamster de la DREAL Alsace. Pour les opérations de renforcement, il travaille en relation étroite avec l'association Sauvegarde Faune Sauvage et le CNRS, en charge des élevages.

L'agent fera partie d'une équipe de 6 personnes :

- Le chargé de mission hamster en charge de la coordination des actions LIFE et PNA
- Un ingénieur chargé d'études pour le Plan d'actions hamster (présente offre d'emploi).
- Un ingénieur chargé de projet LIFE ALISTER.
- Un technicien en appui au PNA
- Deux techniciens en appui au LIFE.

Activités principales

➢ **Mise en œuvre de la stratégie pluri-annuelle de renforcement**

- Appui au chargé de mission Hamster pour la définition des sites de renforcement : cartographie des cultures favorables en vue de la prise de contacts avec les agriculteurs.

- Co-animation des réunions d'animation avec le monde agricole, les élus et l'administration, négociation possible avec des exploitants agricoles.
- Organisation logistique des renforcements :
    - Conception des dispositifs avec l'appui du SIG,
    - Suivi administratif et technique,
    - Coordination des différents acteurs (élevages, administrations, écoles, personnel de l'ONCFS…).
- Suivi et évaluation des renforcements : suivi télémétrique, pose de pièges photographiques, dénombrement des terriers occupés en automne.

➢ **Suivi des populations**

- Appui à l'organisation des comptages (encadrement des équipes, cartographie des parcelles prospectées, recueil des résultats)

➢ **Nouveaux projets : évaluation sanitaire des populations sauvages et diversification génétique dans les élevages et les populations sauvages (actions 1.4 et 3.6 du PNA)**

- Elaboration des protocoles scientifiques et techniques.
- Rédaction de demandes de dérogation, d'autorisations ministérielles.

➢ **Contribution au programme LIFE+ ALISTER (sous la responsabilité du chargé de projet LIFE+)**

- Participation régulière aux sessions de capture-marquage (sessions nocturnes), télémétrie, pose de pièges photographiques…
- Appui à l'administration et aux analyses statistiques des données en fonction des besoins et sollicitations du chargé de projet LIFE.

➢ **Etudes, valorisation et communication**

- Recherche bibliographique
- Réalisation de rapports techniques et scientifiques (en français et en anglais)
- Présentation des résultats en réunions (vulgarisation) et lors de la réunion annuelle du International hamster workgroup (scientifique en anglais)
- Ponctuellement, organisation et animation de sessions de sensibilisation du jeune public dans des classes d'école primaire (communes concernées par des actions ONCFS)

Profil attendu

Savoir-faire	**Connaissances**
Capacité à suivre des projets, des programmes de développement et des protocoles d'étude, en lien avec la préservation de la biodiversité.	Bonnes connaissances en écologie, agronomie et compréhension des politiques publiques. Connaissances relatives à la faune sauvage et à l'aménagement de ses habitats.
Aptitude à travailler en partenariat (gestion de projet et animation) avec la profession agricole et les élus locaux, des organismes de recherche (CNRS, INRA…) et institutionnels (DREAL, DDT, ministère), le monde associatif, et capacité à dialoguer avec d'autres experts, à prendre en compte leurs critiques et à intégrer des connaissances pluridisciplinaires.	Connaissances en analyses statistiques.
Aptitude à rédiger des articles scientifiques et de vulgarisation (français et anglais) aux différents publics (membres du comité de pilotage, communauté scientifique, agriculteurs, administration française, commission européenne).	Anglais scientifique : maîtrise orale et écrite de la langue. Pack office, mapinfo. Connaissances sur R et EndNote.
Utilisation des GPS	

Diplômes ou qualifications: Diplôme de niveau I (Master) ou équivalent en rapport avec le domaine de l'écologie ou de l'environnement.
Permis B (mise à disposition de véhicules de service pour le terrain dont 4x4) ; une voiture personnelle serait un plus

Savoir-être :
- Rigueur et persévérance
- Sens du dialogue et de la concertation
- Aisance à l'oral (participation possible à des interviews avec la presse)
- Bonne faculté d'analyse de synthèse et de rigueur scientifique

Conditions particulières d'exercice :
- Alternance de travail de terrain et de bureau
- Capacité et disponibilité pour le travail de nuit (période des captures, réunions agricoles…) – horaires flexibles.

Personnes à contacter – Modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
M. Julien Eidenschenck, chargé de mission Hamster à la DIR Nord-Est de l'ONCFS (03 88 98 40 36 / 06 25 03 23 76) - Julien.eidenschenck@oncfs.gouv.fr

Pour consulter les rapports techniques et scientifiques antérieurs :
Site internet de la mission Hamster de l'ONCFS : http://www.oncfs.gouv.fr/Plan-de-restauration-du-Grand-Hamster-ru82/Mission-Hamster-a-lONCFS-ar1098

Les personnes intéressées devront adresser par voie informatique à l'adresse e-mail indiquée ci-dessus leur **candidature (**avec curriculum vitae détaillé, lettre de motivation) **pour le 28 février 2014 au plus tard.**
Les entretiens de recrutement se dérouleront à partir du 28 février 2014.

Parc national du Mercantour

Chargé(e) de mission évaluation environnementale, polices administrative et judiciaire

Poste à temps plein de catégorie A, ouvert uniquement aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques.

Il est basé à Nice sous l'autorité directe de Mme la Directrice adjointe.

Il est à pourvoir à compter du 1er mai 2014.

La date de clôture des candidatures est fixée au 15 mars 2014.

1. CADRE GÉNÉRAL DU POSTE

Le parc national du Mercantour (PNM) est géré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministère chargé de l'environnement. Cet établissement compte environ 85 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%) actuellement distribué en 7 secteurs. Le parc concerne 28 communes réparties entre le département des Alpes Maritimes et celui des Alpes-de-Haute-Provence. Parmi celles-ci, 21 ont adhéré à la charte du parc. La partie réglementée du parc (cœur de parc) couvre 68 450 ha.

Le budget annuel est de l'ordre de 6,5 millions d'euros en fonctionnement et investissement (subventions du Ministère chargé de l'environnement). En 2014, dans le cadre d'une évolution de l'organisation de l'établissement, l'équipe de direction sera composée d'un directeur, d'une directrice adjointe, d'une déléguée du Directeur à Digne, de trois chefs de service (Connaissance et gestion du patrimoine, Sensibilisation et valorisation du territoire et Secrétariat Général) et du chef de la cellule Systèmes d'information.

Dans le cadre de la nouvelle organisation de l'établissement est prévue la création d'une cellule « stratégie territoriale » placée directement sous l'autorité de la direction. Le poste de chargé de mission évaluation environnementale/police administrative et judiciaire est rattaché à cette cellule.

Rattachement : Cellule stratégie territoriale

Encadrement : Directeur adjoint

Appui : Assistantes de la direction

Principaux interlocuteurs internes : chefs secteurs/ST et adjoints, chargés de mission et techniciens thématiques, membres groupe police PNM, géomaticien, agents commissionnées et assermentés de l'établissement.

Principaux interlocuteurs externes : services de l'État et des collectivités, Parquets, Groupe de travail « police » de Parcs nationaux de France (GT police), pétitionnaires.

2. MISSIONS

Le(a) chargé(e) de mission évaluation environnementale/polices administrative et judiciaire assure la préparation et le suivi des actions mises en œuvre dans le cadre des missions régaliennes confiées à l'établissement liées à la police. En outre, il prépare les avis obligatoires ou consultatifs sur les plans et projets.

Il est en particulier chargé de :

- préparer la politique pénale qui est en dernier ressort validée par la direction et portée par

elle auprès du Procureur ;

- sur les affaires courantes, assurer le lien avec les Parquets, les responsables des MISEN 04 et 06 et du COPOLEN 06 ;
- en s'appuyant sur l'une des assistantes de direction, garantir la traçabilité des procédures judiciaires et leur suivi, s'assurer de la remontée des informations correspondantes vers les échelons départementaux et nationaux ;
- élaborer les avis et autorisations, en s'appuyant sur les services et les services territoriaux : il détermine pour chaque sollicitation la procédure pertinente, les personnes à impliquer dans la production d'éléments techniques et stratégiques (en particulier au sein du service connaissance et gestion du patrimoine naturel et dans les ST), et les délais à respecter ; il sollicite ces personnes et ses requêtes font autorité sur elles (notamment concernant les délais) ; il mène les échanges avec le pétitionnaire nécessaires à l'évolution de son projet et/ou à la prise de décision par le PNM ; il sollicite le conseil scientifique si nécessaire ou pertinent ; il rédige la décision du directeur ou l'avis attendu, pour signature. Il remplit les outils de suivi des procédures et de reporting en place ;
- programmer avec les services territoriaux et les services du siège, le cas échéant, le contrôle des autorisations du directeur et la mise en œuvre des suivis et mesures d'accompagnement prévus par les maîtres d'ouvrage ainsi que la mise en œuvre le cas échéant des procédure de police administrative en découlant ;
- à travers notamment l'organisation du brieffing annuel « police », mener des actions de formation , animer le « groupe police » interne, apporter son soutien aux agents assermentés et commissionnés pour comprendre et mettre en œuvre la politique pénale de l'établissement (gradation des sanctions notamment), s'approprier les textes juridiques de référence, en particulier le décret n°2009-486 et les modalités d'application de la réglementation dans le coeur,
- contribuer à l'élaboration des réglementations dérivées du Conseil d'administration et du directeur, en associant les services concernés (et notamment le service connaissance et gestion du patrimoine naturel pour évaluer les enjeux et impacts potentiels) et préparer leur présentation auprès des instances consultatives et décisionnaires du Parc ;
- préparer les comptes-rendus relatifs à ces thématiques ainsi que les comptes-rendus du directeur au Conseil d'administration ;
- permettre la mise en place progressive des dispositions de l'ordonnance pénale n° 2012-34 du 11 janvier 2012 par la définition de procédures, de documents et de formations adaptés ;
- assurer le lien avec le service sensibilisation et valorisation du territoire pour mettre en place les actions nécessaires de communication sur la réglementation du parc, ou encore les projets autorisés en cœur de PN ;
- participer aux travaux inter-parcs, au sein du GT Police animé par PNF et sur le thème de l'évaluation environnementale, le cas échéant ;
- conseiller les chargés de mission concernés sur les aspects juridiques de la mise en place de la marque collective des parcs nationaux, en s'appuyant en tant que de besoin sur l'expertise de Parcs nationaux de France.

3. COMPETENCES REQUISES

3.1 Connaissances techniques :

- connaissances en sciences de l'écologie et de la nature ;
- connaissance de la méthodologie d'évaluation y compris socio-économique ;
- connaissance des logiques de fonctionnement des différents services de l'Etat et de l'articulation entre les domaines de compétence de l'Etat et des collectivités ;
- notions de prospective et de droit public général ;

- maîtrise des lois et règlements dans les champs de l'aménagement et de l'environnement (en particulier sur les espaces protégés) ;
- connaissance des démarches d'urbanisme ;
- connaissance des principes de polices administrative et pénale
- connaissances en techniques de travaux, notamment en milieux naturels, appréciées.

3.2 Savoir-faire :

- savoir intégrer des compétences techniques et méthodologiques pointues dans les domaines de l'environnement et de l'évaluation ;
- faire preuve de capacités relationnelles de mise en confiance et d'écoute quel que soit le niveau hiérarchique de l'interlocuteur ;
- démontrer de bonnes qualités rédactionnelles ;
- savoir maîtriser les délais ;
- savoir rendre compte et identifier les besoins d'arbitrage stratégique ;
- savoir assurer un suivi rigoureux des procédures ;
- savoir fonctionner en réseau ;
- maîtriser les logiciels bureautiques classiques (open office) ;
- être titulaire du permis de conduire B ;

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice).

Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale avant le 15 mars 2014. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur Alain BRANDEIS
Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Les candidats pourront être invités à se présenter lors d'un entretien individuel organisé au siège du Parc du Mercantour durant le mois de mars ou avril 2014.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Madame Caroline MERLE
Directrice-adjointe du Parc national du Mercantour
Tel : 04 93 16 78 69
e-mail : caroline.merle@mercantour-parcnational.fr

Parc national du Mercantour

Chef du service connaissance et gestion du patrimoine

Poste à temps plein de catégorie A ou A+, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques, et par mesure dérogatoire, aux contractuels.

Il est basé à Nice sous l'autorité directe du Directeur.

Il est à pourvoir à compter du 1er mai 2014.

La date de clôture des candidatures est fixée au 15 mars 2014.

1. CADRE GÉNÉRAL DU POSTE

Le parc national du Mercantour (PNM) est géré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministère chargé de l'environnement. Cet établissement compte environ 85 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%) actuellement distribué en 7 secteurs. Le parc concerne 28 communes réparties entre le département des Alpes Maritimes et celui des Alpes-de-Haute-Provence. Parmi celles-ci, 21 ont adhéré en 2013 à la charte du parc approuvée fin 2012. La partie réglementée du parc (cœur de parc) couvre 68 450 ha. Le PNM est jumelé avec le Parco Naturale Alpi Marittime, avec lequel a été créé en 2013 un Groupement européen de coopération territoriale (GECT).

Le budget annuel est de l'ordre de 6,5 millions d'euros en fonctionnement et investissement (subventions du Ministère chargé de l'environnement). En 2014, dans le cadre d'une évolution de l'organisation de l'établissement, transformant notamment et de manière progressive les secteurs en services territoriaux, l'équipe de direction sera composée d'un directeur, d'une directrice adjointe, d'une déléguée du Directeur à Digne, de trois chefs de service (Connaissance et gestion du patrimoine, Sensibilisation et valorisation du territoire et Secrétariat Général) et du chef de la cellule Systèmes d'information.

Le service connaissance et gestion du patrimoine sera constitué en 2014 de 10 agents (y compris chef de service).

Rattachement : Service connaissance et gestion du patrimoine (CGP)

Encadrement : Directeur

Appui : Assistante du service

Principaux interlocuteurs internes : comité de direction, chefs secteurs/ST et adjoints, chargés de mission et techniciens thématiques, agents de terrain.

Principaux interlocuteurs externes : membres du conseil scientifique, services de l'État et des collectivités, organismes gestionnaires d'espaces naturels, associations de protection de la nature, organismes scientifiques, équipes du Parco Naturale Alpi Marittime.

2. MISSIONS

Le service CGP a pour responsabilité d'acquérir, structurer et valoriser les connaissances sur le patrimoine naturel et culturel du parc. Le chef de service planifie, coordonne et anime les activités du service : pilotage de l'acquisition de connaissances sur les espèces et les milieux, la géologie ainsi que sur le patrimoine historique et culturel, évaluation de l'état de conservation, recommandations de gestion, …. . Il encadre et manage une équipe opérationnelle de chargés de mission, techniciens et personnel administratif. Il identifie des projets structurants et participe à leur montage et à leur pilotage. Il positionne les activités du service dans la stratégie globale de l'établissement, et coordonne son action avec celle des autres services.

1/ Action stratégique et de programmation

Le chef de service est chargé de la programmation et de la mise en œuvre d'une feuille de route conforme à la politique du Parc, appliquée aux thématiques dont il a la charge. Celle-ci comporte un volet technique, un volet sur les moyens financiers et humains, un calendrier prévisionnel, des points d'étape et éléments de contrôle d'atteinte des résultats. Elle est élaborée à travers un dialogue avec les chefs des services du siège et du terrain, sous pilotage du directeur et du directeur-adjoint.

En qualité de membre du CODIR, il participe à la définition des orientations stratégiques de l'établissement, à la prise de décision sur les dossiers concernant son champ d'intervention, à la définition de projets d'envergure et à la recherche des financements correspondants.

Il peut être désigné chef de projet par le CODIR, et participer à la définition d'équipes projet qui peuvent le cas échéant mobiliser des agents de son service.

Il élabore ou actualise la stratégie d'acquisition et de valorisation des connaissances, et la décline en plans d'action à trois ans.

Il assure le secrétariat du Conseil scientifique dont il oriente et valorise les travaux. Il organise notamment des groupes de travail thématiques au sein desquels certains membres du Conseil peuvent accompagner le Parc dans les démarches qu'il met en œuvre (Patrimoine mondial UNESCO, coopération transfrontalière, réglementation, restauration des lacs...).

Il est à l'initiative de l'élaboration de lettres de mission thématiques en rapport avec les missions de son service, adressées à certains techniciens ou agents dans les services territoriaux. Ces lettre de mission sont discutées avec les chefs des services concernés, et validées en CODIR.

Il rend compte de l'activité du service: suivi d'activité, remontées pour le rapport d'activité, renseignement des indicateurs du COB, suivi annuel des conventions d'application et des contrats de partenariats et des évaluations intermédiaires de la charte, sur les thématiques qui concernent le SCGP.

2/ Gestion du fonctionnement du service et encadrement de l'équipe

Le chef de service anime et contrôle l'activité administrative, technique, budgétaire et financière du service pour la part qui le concerne. En particulier, il contribue aux exercices de préparation budgétaire et de contrôle de gestion en cours d'année.

Il organise et améliore si besoin le fonctionnement du service (relations de travail, congés, absences, stages, saisonniers, ordres de mission...).

Il conduit les réunions de service, organise et participe à des réunions opérationnelles stratégiques ou techniques, en interne comme en externe.

Il encadre les agents placés sous son autorité hiérarchique, et les accompagne dans la mise en œuvre de leurs missions : appui technique, arbitrages, hiérarchisation des tâches, programmation.

Il organise la participation de son service aux projets associant plusieurs unités de travail. Il s'assure que le service contribue aux actions de l'établissement en matière de communication interne et externe.

Il organise les entretiens d'évaluation et se charge des notations des agents du service.

3/ Mise en œuvre de la stratégie d'acquisition et de valorisation des connaissances

Le chef de service décline la stratégie en plans d'action à 3 ans, et organise le travail de son équipe, ainsi que la recherche de financements en cohérence avec ce cadre.

Il s'assure de l'organisation, du bon déroulé et de l'exploitation des résultats des protocoles mis en œuvre par le Parc. Il veille à maintenir une parfaite coordination avec la cellule systèmes d'information afin de garantir l'intégration des données et la possibilité de les mobiliser en tant que de besoin.

Il participe à l'évaluation de ces protocoles, notamment en inter-parc, et à leur évolution. Il anticipe les besoins en formation liés à leur mise en œuvre.

Il initie et coordonne les partenariats visant à acquérir de nouvelles connaissances sur le parc et à améliorer la gestion du patrimoine. En particulier, il guide la définition de programmes de recherche

déployés dans le parc par des organismes scientifiques, ainsi que la mise en œuvre de programmes de « sciences en action » impliquant des gestionnaires d'espaces et des groupements d'usagers. Ce type d'approche est en particulier développé pour les milieux forestiers, agropastoraux et aquatiques. Il organise la diffusion et la mise à disposition des résultats, documents et publications issus de ces programmes.

4/ Gestion des milieux et des espèces

Il organise la participation du service aux commissions départementales de la nature et des paysages et de la chasse et de la faune sauvage.

Il propose à la direction des contrats de partenariats visant à mettre en œuvre la charte avec des organismes de gestion des milieux.

Il supervise le travail réalisé par le Parc en matière d'accompagnement des activités forestières et pastorales, notamment :

- actions de connaissance,
- avis sur les aménagements forestiers, les coupes forestières, définition de forêts en libre évolution...,
- avis sur les projets d'équipements agropastoraux, les conventions de pâturage, les mesures agri-environnementales,
- concours prairies fleuries...

Il coordonne la gestion du loup en lien avec les DDT et l'ONCFS, incluant notamment le suivi de l'espèce, la réalisation par le parc des constats de dommage sur son territoire et les mesures de protection des troupeaux contre la prédation.

Il coordonne la participation du Parc au réseau Natura 2000 : suivi du DOCOB « cœur de parc », participation aux comités de pilotage des sites en aire d'adhésion, transition vers le nouvel animateur pour le site Haute-Tinée (suivi du Dracocéphale).

Il organise la contribution du service aux avis sur les documents de planification, les projets ou les autorisations, en réponse aux demandes du chargé de mission évaluation environnementale.

5/ Patrimoine culturel

Le chef de service accompagne la définition de la stratégie du Parc en matière de patrimoine culturel. Il contribue à définir l'organisation opérationnelle du pilotage de cette thématique au sein de l'établissement, et notamment à préparer un rattachement au service sensibilisation et valorisation du territoire.

Il contribue à l'identification de projets sur cette thématique et à mettre en place les partenariats et financements correspondants.

Il supervise le système d'agrément des accompagnateurs pour la vallées des Merveilles.

3. COMPETENCES REQUISES

3.1 Connaissances techniques :

- connaissances et expérience en sciences de l'écologie et de la nature ;
- connaissances et si possible expérience en gestion forestière ;
- connaissances et si possible expérience en agro-pastoralisme ;
- connaissances et si possible expérience dans le domaine de la culture ;
- connaissance des logiques de fonctionnement des différents services de l'Etat et de l'articulation entre les domaines de compétence de l'Etat et des collectivités ;
- notions de droit de l'environnement ;
- maîtrise de l'anglais, compréhension de l'italien ;

- connaissances et expérience en gestion d'équipes administratives et techniques ;
- connaissances et expérience en montage et suivi de projets simples ou complexes (aspects méthodologiques et financiers) ;
- connaissance des techniques de fonctionnement et d'animation de réseaux thématiques ;
- connaissances en méthodes de gouvernance : gestion de la complexité des systèmes (outils de pilotage, méthodes de travail transversal...), implication des acteurs (médiation, concertation), évaluation participative.

3.2 Savoir-faire :

- maîtriser les techniques de management ;
- savoir maîtriser les délais ;
- savoir rendre compte, identifier les besoins d'arbitrage stratégique et les préparer ;
- savoir assurer un suivi rigoureux des procédures ;
- posséder des qualités rédactionnelles et de synthèse ;
- savoir communiquer en public, animer des réunions ;
- maîtriser les logiciels bureautiques classiques (open office) ;
- être titulaire du permis de conduire B.

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice).

Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale avant le 15 mars 2014. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur Alain BRANDEIS
Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Les candidats pourront être invités à se présenter lors d'un entretien individuel organisé au siège du Parc du Mercantour durant le mois de mars ou avril 2014.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Monsieur Alain BRANDEIS
Directeur du Parc national du Mercantour
Tel : 04 93 16 78 81
e-mail : alain.brandeis@mercantour-parcnational.fr